

La croissance se poursuit, mais à un rythme plus lent jusqu'à la fin de 2026

Le PIB a progressé de 3,3% au deuxième trimestre de 2026, en taux annualisé. Les prévisions économiques fondées sur les dernières données du Baromètre mensuel des affaires® laissent entrevoir une poursuite de la croissance, à un rythme plus modéré, avec des hausses respectives de 2,0% au troisième trimestre et 1,4% au quatrième trimestre, dans un contexte d'incertitude commerciale avec les États-Unis.

Les ventes au détail ont augmenté de 9,0% et de 8,8% aux deux premiers trimestres et devraient progresser de 0,9% et de 2,7% aux deux suivants, les coûts énergétiques élevés pouvant freiner les dépenses des ménages.

L'inflation mesurée par l'IPC est passée de 2,1 % en glissement annuel au premier trimestre de 2026 à 3,0 % au deuxième trimestre. Elle devrait se maintenir à 3,0 % au troisième trimestre, puis atteindre 2,9 % au quatrième trimestre. Hors alimentation et énergie, l'inflation devrait s'établir à 2,1 % au troisième trimestre en glissement annuel et 2,2 % au quatrième trimestre. Les tensions au Moyen-Orient et les droits de douane demeurent des risques de hausse de l'inflation.

Après trois trimestres consécutifs de recul, dont une contraction de 5,0 % au premier trimestre de 2026, l'investissement privé a rebondi de 9,5 % au deuxième trimestre, compensant les pertes enregistrées durant cette période. La croissance devrait se poursuivre au cours des deux trimestres suivants, avec des hausses de 5,2 % au troisième trimestre et de 1,6 % au quatrième trimestre. Certaines entreprises pourraient également devancer leurs dépenses d'investissement en prévision d'éventuelles hausses des droits de douane, bien que l'incertitude commerciale puisse peser sur l'investissement global.

L'emploi salarié a légèrement augmenté au premier trimestre de 2026, avec une hausse de 0,3%, puis sa croissance s'est accélérée à 1,9% au deuxième trimestre. Les estimations et les prévisions indiquent une poursuite de cette progression, avec des hausses de 1,6% au troisième trimestre et de 1,0% au quatrième trimestre.

 ANALYSE STRATÉGIQUE • ANALYTICS	Historique				Estimé	Prévision	Cumul annuel*	
	2025 T3	2025 T4	2026 T1	2026 T2	2026 T3	2026 T4	2025	2026 ^p
PIB selon les dépenses								
Niveau, G\$ enchaînés (2017)	2 508	2 502	2 504	2 524	2 536	2 545	2 502	2 527
Croissance annualisée T/T	1,9 %	-1,0 %	0,3 %	3,3 %	2,0 %	1,4 %		
Croissance en glissement annuel	1,7 %	0,7 %	0,1 %	1,1 %	1,1 %	1,7 %	1,5 %	1,0 %
PIB par industrie, secteur des entreprises								
Niveau, G\$ enchaînés (2017)	1 900	1 899	1 901	1 920	1 928	1 931	1 893	1 920
Croissance annualisée T/T	3,4 %	-0,1 %	0,4 %	4,0 %	1,8 %	0,5 %		
Croissance en glissement annuel	1,9 %	1,2 %	0,7 %	1,9 %	1,5 %	1,7 %	1,5 %	1,4 %
Ventes au détail								
Niveau, M\$	70 325	70 602	72 144	73 681	73 851	74 340	70 303	73 504
Croissance annualisée T/T	0,7 %	1,6 %	9,0 %	8,8 %	0,9 %	2,7 %		
Croissance en glissement annuel	3,6 %	1,3 %	2,9 %	5,0 %	5,0 %	5,3 %	3,2 %	4,6 %
IPC, total								
Niveau, indice (2002 = 100)	164	166	167	168	169	170	164	169
Croissance annualisée T/T	2,3 %	3,0 %	2,5 %	4,1 %	2,3 %	2,6 %		
Croissance en glissement annuel	2,0 %	2,2 %	2,1 %	3,0 %	3,0 %	2,9 %	1,8 %	2,7 %
IPC, excluant les aliments et l'énergie								
Niveau, indice (2002 = 100)	155	156	157	157	159	160	155	158
Croissance annualisée T/T	1,8 %	2,3 %	1,3 %	1,4 %	3,4 %	2,8 %		
Croissance en glissement annuel	2,5 %	2,5 %	2,0 %	1,7 %	2,1 %	2,2 %	2,2 %	2,0 %
Investissement privé								
Niveau, G\$ enchaînés (2017)	426	424	418	428	433	435	426	429
Croissance annualisée T/T	-1,3 %	-1,7 %	-5,0 %	9,5 %	5,2 %	1,6 %		
Croissance en glissement annuel	1,0 %	-2,0 %	-2,2 %	0,2 %	1,8 %	2,7 %	0,0 %	0,6 %
Emploi salarié								
Niveau, k personnes	18 295	18 304	18 319	18 405	18 481	18 528	18 286	18 433
Croissance annualisée T/T	0,6 %	0,2 %	0,3 %	1,9 %	1,6 %	1,0 %		
Croissance en glissement annuel	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,8 %	1,0 %	1,2 %	0,2 %	0,8 %

*Le cumul annuel correspond à la moyenne de tous les trimestres écoulés depuis le début de chaque année.
p Préliminaire selon l'estimation et la prévision.
Source : Modélisation et prévisions par AppEco à partir des données mensuelles du Baromètre des affaires^{MD} de la FCEI.
Notes : Les prévisions sont basées sur les données pondérées de la FCEI. L'interprétation de la dynamique récente peut différer de celle des données non pondérées. Toutes les séries sont désaisonnalisées.

Dans ce numéro

Page 2 –
Le point
Les tarifs douaniers et les intentions d’ajustement des prix des PME

Page 3 –
Le point
La hausse des coûts des carburants pèse sur les marges des PME

Page 4 –
Dynamiques des entreprises
Optimisme des PME et entrées nettes

Page 5 –
Postes vacants
Postes vacants dans le secteur privé, T3 2026

Les tarifs douaniers et les intentions d’ajustement des prix des PME

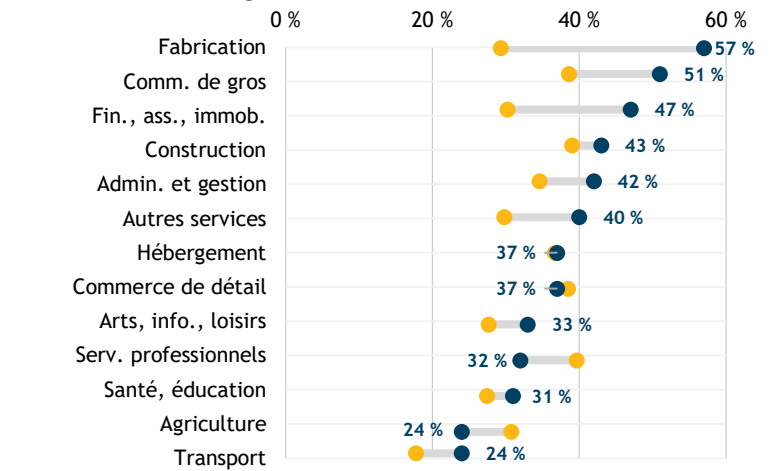


Les hausses de prix prévues dépassent les cibles d'inflation sur fond de coûts croissants

Deux entreprises sur cinq (39 %) prévoient d'augmenter leurs prix de plus de 3 % d'ici 12 mois, au-delà de la cible d'inflation de 1 % à 3 % de la Banque du Canada (tableau 1). Une autre tranche de 35 % prévoit des hausses dans la fourchette cible. Les coûts élevés et l'incertitude économique continuent d'influer sur les prix : les entreprises sont plus nombreuses à prévoir des hausses supérieures à la cible qu'à l'intérieur de celle-ci.

Par rapport au T3 2025, la part des entreprises prévoyant des hausses de plus de 3 % a augmenté en moyenne de 4,3 points de pourcentage (figure 1). La hausse est particulièrement marquée dans les secteurs exposés aux droits de douane, comme la fabrication (+27,6 p.p.) et le commerce de gros (+12,3 p.p.), où plus de la moitié des entreprises prévoient des hausses supérieures aux cibles d'inflation au cours de la prochaine année. Cette moindre volonté de maintenir les prix reflète les pressions persistantes sur les coûts, notamment celles liées à la guerre commerciale avec les États-Unis et à la hausse des prix des carburants.

Figure 1 – La proportion d’entreprises qui prévoient augmenter leurs prix de plus de 3 % a augmenté dans presque tous les secteurs¹



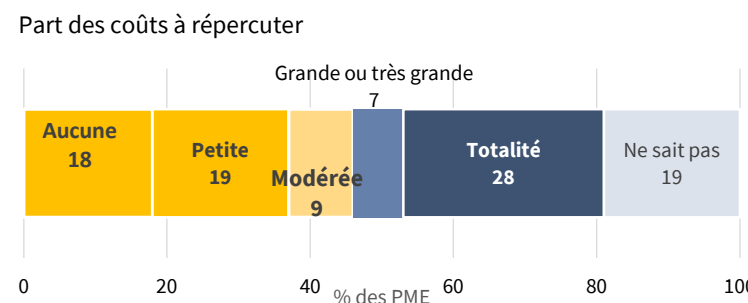
La guerre commerciale alimente les pressions sur les coûts des entreprises

Près des deux tiers des entreprises (65 %) subissent des répercussions négatives modérées à majeures de la guerre commerciale avec les États-Unis.² L'escalade récente des tensions, marquée par l'imposition de droits de douane américains sur un large éventail de produits canadiens et par les mesures de rétorsion du Canada, a accru les inquiétudes quant à la hausse des coûts et à l'incertitude du commerce transfrontalier.

Les intentions de répercussion des droits de douane sont partagées.

La plupart des entreprises prévoient de répercuter au moins une partie de ces coûts sur leurs clients (figure 2). Près de 28 % prévoient de les répercuter en totalité, alors que seulement 18 % sont prêtes à les absorber entièrement. Peu d'entreprises envisagent une répercussion partielle, signe d'une marge de manœuvre limitée entre absorber les coûts et hausser les prix. Près d'une PME sur cinq (19 %) n'a pas encore décidé son approche, ce qui témoigne d'une incertitude généralisée.

Figure 2 – Environ 37 % des entreprises prévoient de répercuter peu ou aucun des coûts supplémentaires liés aux droits de douane sur leurs clients, et 28 % de les répercuter en totalité



Sources

(1) & (3) FCEI, sondage Les perspectives de votre entreprise, juillet à septembre 2026. Pour plus de détails, veuillez consulter notre [Baromètre des affaires® mensuel](#).
(2) FCEI, [sondage Votre voix](#), Guerre commerciale entre les États-Unis et le Canada : répercussions sur votre entreprise. Du 28 août au 8 septembre. n = 1 394.

Tableau 1 – Plans d’établissement des prix des entreprises pour les 12 prochains mois³

	Part de PME prévoyant d'augmenter leurs prix de 1 % à 3 %		Part de PME prévoyant d'augmenter leurs prix de plus de 3 %	
	T3 2026 (%)	Variation annuelle (p.p.)	T3 2026	Variation annuelle
Canada	35	-2,1	39	+4,3
Manitoba	35	1,8	43	4,6
Ontario	33	-4,2	40	5,6
Québec	39	-1,3	39	6,3
Alberta	29	-8,2	38	6,5
Colombie-Britannique	37	4,6	36	1
Terre-Neuve-et-Labrador*	43	7,6	36	6,3
Nouvelle-Écosse	40	-0,8	35	4,2
Nouveau-Brunswick	28	-3	33	-9,1
Saskatchewan	45	12,8	31	-2,9
Île-du-Prince-Édouard*	36	-25,8	21	-17
Fabrication	27	-11,9	57	27,6
Commerce de gros	25	-14,9	51	12,3
Extr. min., etc.*	25	-12,1	50	24,3
Fin., ass, immob.*	13	-14,6	47	16,4
Construction	32	-6,2	43	4,1
Admin. et gestion	28	-6,8	42	7,1
Autres services	35	-3,6	40	9,7
Hébergement	47	5,4	37	0
Commerce de détail	43	6,6	37	-1,1
Arts, info, et loisirs	24	-3,9	33	5,7
Services pro.	43	9,5	32	-7,9
Santé, éducation	36	-0,4	31	3,3
Agriculture	24	-6,4	24	-6,4
Transport	36	-19,6	24	6,2
0-4 employés	34	+0,5	36	+0,6
5-19 employés	35	-4,4	41	+6,9
20-49 employés	38	+0,7	39	+4,5
50-99 employés	48	-5,2	35	+15,0

*Petit échantillon (n < 20), à interpréter avec prudence.

La hausse des prix des carburants est une autre facette des coûts élevés des entreprises, dans toutes les provinces et tous les secteurs

En plus des coûts liés aux droits de douane et de l'incertitude engendrés par la guerre commerciale, les pressions liées aux coûts des carburants se sont considérablement généralisées parmi les PME en 2026 (tableau 2). Après être demeurée relativement stable en 2024 et 2025, la proportion d'entreprises signalant d'importantes pressions liées aux coûts du carburant a fortement augmenté à partir du T1 2026, atteignant son plus haut niveau depuis la création de l'indicateur (figure 3). Cette tendance concorde avec la hausse des prix de l'essence et du diesel et laisse croire que le carburant est devenu une source croissante de pression sur les coûts pour de nombreuses entreprises.

Malgré ces pressions supplémentaires, environ 70 % des petites entreprises s'attendent à ne répercuter qu'une très faible part de la hausse de leurs coûts de carburant sur leurs clients (figure 4). En moyenne, les entreprises prévoient répercuter seulement environ un cinquième (21 %) de ces coûts additionnels au moyen de hausses de prix³. Un tiers d'entre elles ne s'attendent pas à pouvoir en répercuter la moindre part sur leurs clients, tandis qu'un autre tiers prévoit n'en transférer qu'une très faible proportion. À l'autre extrémité du spectre, une très faible minorité s'attend à pouvoir répercuter l'ensemble de ces coûts supplémentaires sur sa clientèle.

Sources

(1) FCEI, sondage Les perspectives de votre entreprise, janvier 2024 à septembre 2026. Pour plus de détails, veuillez consulter notre Baromètre des affaires® mensuel.

(2) Statistique Canada. Tableau 18-10-0001-01, Prix de détail moyens mensuels de l'essence et du mazout, par géographie. Le graphique présente les coûts trimestriels moyens du carburant diesel et de l'essence ordinaire sans plomb vendue aux postes libre-service.

(3) La moyenne a été calculée en appliquant le point milieu de chaque fourchette de réponses et en le pondérant selon la proportion d'entreprises ayant choisi cette option.

Figure 3 – La proportion de PME signalant des pressions liées aux coûts des carburants a augmenté de façon marquée depuis le T1 2026^{1,2}

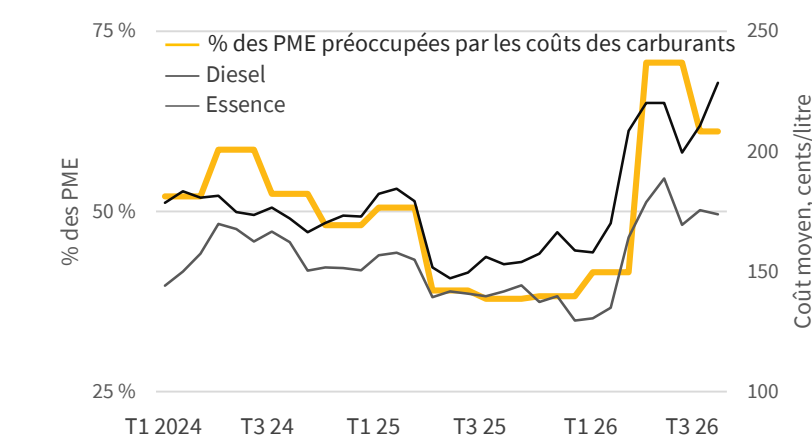
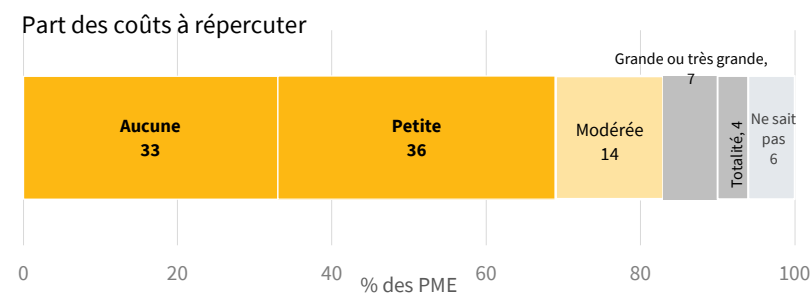


Figure 4 – Environ 70 % des petites entreprises prévoient de répercuter moins de la moitié de la hausse des coûts des carburants sur leurs clients¹



Note : Une petite partie représente de 1 % à moins de 25 % des coûts. Une partie modérée représente de 25 % à 49 %. Une grande partie représente de 50 % à 74 % des coûts du carburant. Une très grande partie représente de 75 % à environ 99 %. Enfin, la totalité représente 100 % des coûts du carburant. La question offrait le choix de réponse « sans objet », mais celui-ci n'a recueilli aucune réponse.

Tableau 2 – Les coûts des carburants pèsent sur les PME partout au pays¹

	Part de PME indiquant que les coûts du carburant leur causent des difficultés	A/A variation
Canada	64	+30
Terre-Neuve-et-Labrador*	85	+5
Alberta	67	+28
Ontario	67	+32
Manitoba	66	+27
Colombie-Britannique	65	+35
Nouveau-Brunswick	63	+21
Saskatchewan	62	+25
Île-du-Prince-Édouard	62	+25
Nouvelle-Écosse	59	+15
Québec	54	+27
Extr. min., etc.*	88	+56
Transport	84	+17
Construction	83	+27
Agriculture	80	+30
Hébergement	69	+43
Fabrication	68	+39
Commerce de gros	67	+35
Arts et information	64	+28
Commerce de détail	62	+29
Administration et gestion	61	+30
Services personnels	59	+25
Finances, assurance, immobilier	54	+15
Santé, éducation	42	+20
Services professionnels	36	+18

*Petit échantillon (n < 20), à interpréter avec prudence.

L'entrepreneuriat recule alors que la confiance à long terme s'effrite

La confiance des entreprises présente une corrélation modérément forte avec la création nette d'entreprises. La relation est la plus forte au cours d'un même trimestre et s'affaiblit lorsque les séries sont décalées vers l'avant ou vers l'arrière, ce qui laisse croire que les variations de la confiance des entreprises se reflètent assez rapidement dans les décisions d'entrée et de sortie.

Lorsque la confiance est forte, les entrepreneurs sont plus susceptibles de démarrer une entreprise et les entreprises existantes sont plus susceptibles de demeurer sur le marché. Par exemple, les périodes de confiance relativement forte en 2017, puis à la fin de 2021 et en 2022, se sont accompagnées d'une création nette d'entreprises positive, les entrées dépassant largement les sorties (figure 5). Lorsque la confiance s'affaiblit, la création d'entreprises ralentit tandis que les sorties augmentent. C'est pourquoi, au cours des premiers trimestres de la pandémie, de même qu'au cours des quatre derniers trimestres, l'optimisme des entreprises a fortement reculé et la création nette d'entreprises s'est détériorée, devenant négative pendant quatre trimestres consécutifs.

Figure 5 – Optimisme à long terme et entrées nettes d'entreprises, du T1 2015 au T4 2025¹



Sources

(1) Statistique Canada, [Tableau 33-10-0270-01 Données désaisonnalisées](#), Données extraites le 6 octobre 2026. Entrées nettes = [Entrées d'entreprise] - [Sorties d'entreprise]. Données trimestrielles du T1 2015 au T4 2025.

(2) FCEI, sondage Les perspectives de votre entreprise, [Baromètre des affaires^{MD} mensuelles](#). Données trimestrielles du T1 2015 à T4 2025.

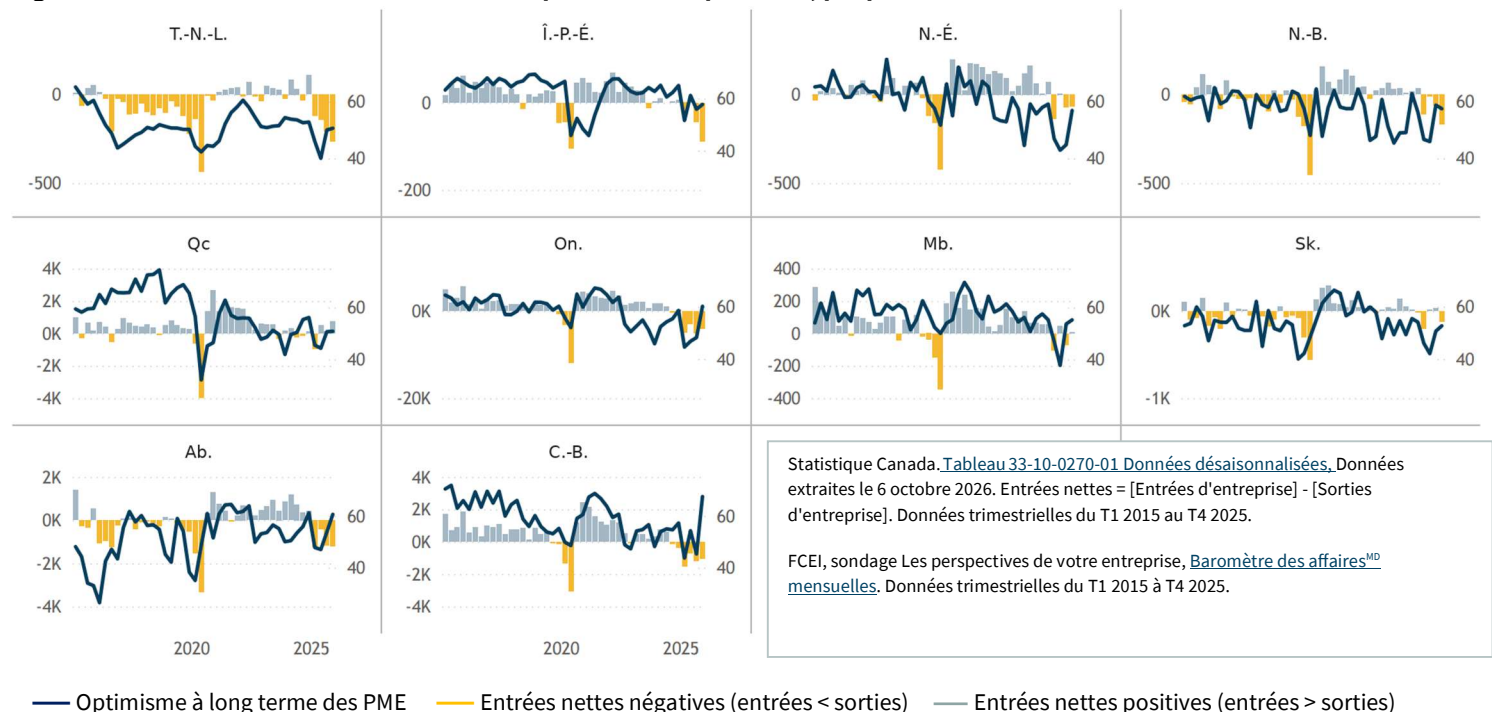
Le portrait provincial

Dans l'ensemble du Canada atlantique, un optimisme plus faible chez les petites entreprises a généralement été associé à une création nette d'entreprises plus lente (figure 6). Toutefois, la relation est moins constante que dans les grandes provinces, car les facteurs économiques locaux et une plus grande volatilité d'un trimestre à l'autre peuvent parfois avoir une influence plus importante.

Le Québec et l'Ontario présentent une relation claire entre la confiance des entreprises et la création nette d'entreprises. Dans les deux provinces, les reculs de l'optimisme se sont généralement accompagnés d'entrées nettes d'entreprises plus faibles, surtout après la pandémie. Au cours des derniers trimestres, l'optimisme est demeuré bien en deçà des moyennes historiques, ce qui coïncide avec une création nette d'entreprises inférieure à la normale.

L'Alberta et la Colombie-Britannique présentent une forte corrélation entre l'optimisme des entreprises et les entrées nettes d'entreprises, les deux indicateurs évoluant en grande partie dans la même direction. La relation au Manitoba et en Saskatchewan est légèrement moins constante en raison de fluctuations plus importantes d'un trimestre à l'autre, de la concentration sectorielle et de facteurs économiques locaux.

Figure 6 – Tendances des entrées nettes d'entreprises et de l'optimisme, par province



Le taux de postes vacants dans le secteur privé au Canada a légèrement diminué pour s'établir à 2,6 % au T3 2026 (figure 7). Les taux de postes vacants baissent de peu dans la plupart des provinces et des secteurs par rapport au trimestre précédent. Les variations d'une année à l'autre ont généralement été modestes, la plupart des provinces, des secteurs et des catégories de taille d'entreprise affichant des variations de moins d'un point de pourcentage.

Les taux de postes vacants continuent de diminuer dans la plupart des provinces
L'Île-du-Prince-Édouard (-1,2), la Saskatchewan (-0,5) et le Manitoba (-0,4) ont enregistré les plus fortes baisses annuelles des taux de postes vacants. L'Alberta (+0,1) et la Colombie-Britannique (0,0) sont les seules provinces à afficher une hausse ou une stabilité (figure 7 et tableau 3).

La santé et l'éducation affichent la plus forte baisse du taux de postes vacants
Sur une base annuelle, les entreprises de la santé et de l'éducation (-0,8), des autres services (-0,5) et de la construction (-0,5) ont enregistré les plus fortes baisses des taux de postes vacants. L'information, les arts et les loisirs (+0,8), les services professionnels (+0,1), l'hébergement et la restauration (+0,1), l'agriculture (+0,1), le transport et l'entreposage (+0,1) ainsi que la gestion d'entreprises (+0,1) sont les seuls secteurs à afficher des hausses annuelles de leur taux de postes vacants (figure 8 et tableau 3).

Les petites entreprises affichent les plus fortes baisses de postes vacants
Sur une base annuelle, les firmes comptant moins de 20 employés ont enregistré les reculs les plus marqués de leur taux de postes vacants, tandis que les taux de postes vacants ont légèrement augmenté chez les entreprises comptant de 50 à 99 employés (figure 9 et tableau 3).

Sources
(1) FCEI, sondage Les perspectives de votre entreprise, de janvier 2004 à septembre 2026. Données désaisonnalisées. Pour plus de détails, veuillez consulter notre [page web interactive](#).
(2) Statistique Canada. Tableau 14-10-0398-01. Données désaisonnalisées.
(3) Les variations sur 3 et 12 mois sont en points de pourcentage.

Figure 7 – Taux de postes vacants, Canada^{1,2}

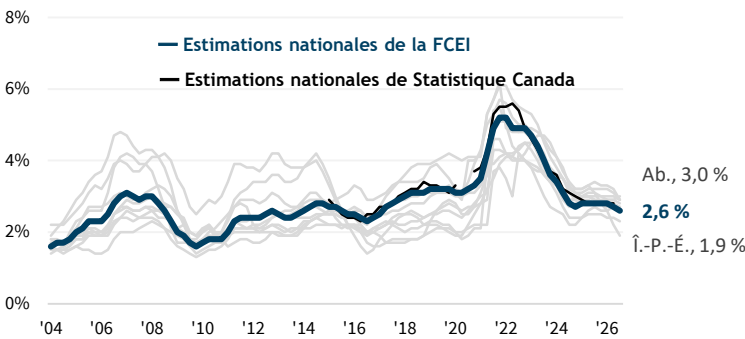


Figure 8 – Taux de postes vacants par secteur, Canada

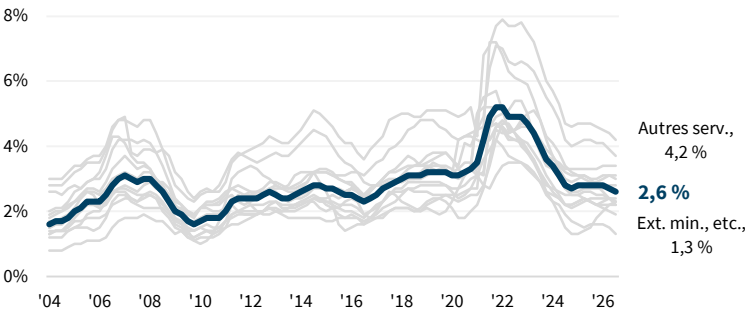


Figure 9 – Postes vacants, Canada (en milliers)

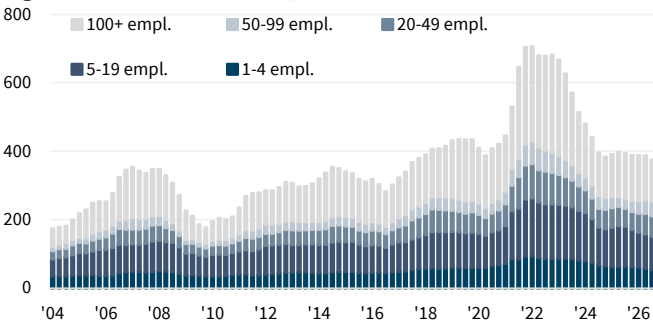


Tableau 3 – Postes vacants dans le secteur privé, T3 2026

	Taux de postes vacants (%)	T/T var. ³	A/A var. ³	Total des postes vacants (n)
Canada	2,6	-0,1	-0,2	375 000
Alberta	3,0	0,1	0,1	53 300
Nouveau-Brunswick	2,9	-0,1	-0,1	7 500
Québec	2,9	-0,2	-0,3	89 200
Saskatchewan	2,9	-0,3	-0,5	10 900
Colombie-Britannique	2,8	-0,1	0,0	55 200
Nouvelle-Écosse	2,7	0,0	-0,2	9 000
Manitoba	2,7	-0,1	-0,4	12 500
Terre-Neuve-et-Labrador	2,6	-0,1	-0,1	4 000
Ontario	2,3	-0,1	-0,2	132 400
Île-du-Prince-Édouard	1,9	-0,3	-1,2	1 000
Autres services	4,2	-0,2	-0,5	25 700
Construction	3,7	-0,2	-0,5	45 300
Serv. professionnels	3,4	0,0	0,1	43 700
Hébergement et restauration	3,1	0,0	0,1	41 900
Agriculture	3,0	-0,1	0,1	5 000
Transport et entreposage	2,8	0,0	0,1	20 200
Gestion d'entreprises	2,4	0,0	0,1	23 500
Commerce de détail	2,3	-0,1	-0,1	46 400
Info., arts, loisirs	2,3	0,1	0,8	12 900
Assur., immob., fin.	2,3	-0,1	-0,3	26 200
Fabrication	2,2	0,0	-0,1	35 600
Santé et éducation	2,2	-0,2	-0,8	29 300
Commerce de gros	1,9	-0,1	-0,4	16 300
Extr. min., etc.	1,3	-0,2	-0,3	3 000
1-4 employés	4,9	-0,4	-0,9	53 200
5-19 employés	4,3	0,0	-0,7	97 600
20-49 employés	3,3	0,0	0,4	59 900
50-99 employés	2,9	0,1	1,0	42 600
100 employés et plus	1,6	-0,1	-0,2	121 600

Méthodologie

Les recherches de la FCEI reposent sur l'opinion de ses membres, recueillie au moyen de divers sondages à accès contrôlé selon le principe « un membre, un vote ». La FCEI produit des analyses claires, crédibles et convaincantes qui soutiennent la réussite des entreprises indépendantes au Canada.

Les membres de la FCEI sont bien représentés dans l'ensemble des régions, des secteurs et des tailles d'entreprise; les données de sondage offrent donc une estimation raisonnable de la répartition de l'activité économique au Canada.

Les perspectives de votre entreprise est un sondage de suivi mensuel de la FCEI qui porte sur la confiance, les attentes et les conditions d'exploitation des petites entreprises. Les résultats reposent généralement sur plusieurs centaines de réponses provenant d'un échantillon aléatoire stratifié de membres de la FCEI. Chaque mois, les résultats sont publiés dans nos rapports du Baromètre des affaires® (Canada, provinces et secteurs), à l'adresse feci.ca/barometre.

Votre opinion est le sondage omnibus de la FCEI qui porte sur un large éventail de sujets d'actualité. Les résultats reposent chaque fois sur plusieurs milliers de réponses et sont accessibles à l'adresse feci.ca/votrevoix.

Les prévisions sont fondées sur les données de la FCEI recueillies au moyen du sondage Les perspectives de votre entreprise, un ensemble de données disponible le mois même de sa collecte. En revanche, la plupart des autres indicateurs économiques publics sont diffusés avec un délai, parfois supérieur à deux mois.

Les estimations des postes vacants reposent également sur le sondage Les perspectives de votre entreprise. L'analyse utilise les données du sondage de la FCEI, de l'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail de Statistique Canada, ainsi que des totalisations personnalisées de l'Enquête sur la population active de Statistique Canada. Pour plus de détails, veuillez consulter notre [page web interactive](#).

La section « **Dynamique des entreprises** » s'appuie sur les estimations expérimentales de Statistique Canada relatives aux ouvertures et fermetures d'entreprises. Les données sont analysées sur une base trimestrielle. Les estimations des fermetures sont publiées avec un décalage de six mois, puisqu'elles sont fondées sur un modèle de régression servant à prédire les fermetures qui persistent pendant plus de six mois.

Pour en savoir plus sur les méthodologies utilisées, consultez feci.ca/recherche.

À propos de la FCEI



La Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (FCEI) est le plus grand regroupement de PME au pays, comptant 103 000 membres dans tous les secteurs d'activité et toutes les régions. Elle vise à augmenter les chances de succès des PME en défendant leurs intérêts auprès des gouvernements, en leur fournissant des ressources personnalisées et en leur offrant des économies exclusives. Visitez feci.ca pour en savoir plus.

FCEI Économie

Simon Gaudreault	Andreea Bourgeois	Laure-Anna Bomal	Alchad Alegbeh	Goli Eshtiaghi
Économiste en chef et vice-président, recherche	Directrice, économie	Économiste principale	Analyste principal de la recherche	Analyste de la recherche

 feci.ca/recherche

 recherche@feci.ca

 [@CFIB_FCEI_Stats](https://twitter.com/CFIB_FCEI_Stats)

À propos d'AppEco



[AppEco](#) est une firme de consultation spécialisée en analyse économique et stratégique. AppEco possède une expertise reconnue et livre des prestations de première qualité en économie appliquée : études d'impact économique, enquêtes et sondages, analyses avantages-coûts, modélisation, économétrie, tarification, etc. Elle a pour mission d'offrir des prestations utiles qui contribuent à la croissance et aux projets de ses clients. AppEco travaille avec des entreprises de toutes les tailles : PME, multinationales, administrations publiques et organismes sans but lucratif. Consultez appeco.ca/fr/pour en savoir plus.

Pierre Emmanuel Paradis
Président et économiste

Richard Fahey
Vice-président et avocat

Jean-Charles Denis
Economiste principal

 appeco.ca

 info@appeco.ca

 AppEco